

Les guerres de la prochaine décennie

Lawrence Freedman

TRADUCTION **Cadenza Academic Translations**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2019/1 Printemps**, PAGES 95 À 106

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037300003

DOI 10.3917/pe.191.0095

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-1-page-95?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les guerres de la prochaine décennie

Par **Lawrence Freedman**

Lawrence Freedman est professeur émérite de *War studies* au King's College de Londres. Il est l'auteur d'ouvrages de référence sur les questions militaires, dont *Strategy: A History*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

Traduit de l'anglais par Cadenza.

La prospective dans le domaine stratégique est un exercice d'autant plus ardu que les prévisions peuvent avoir un impact sur le cours des événements. Si quelques grandes tendances de l'évolution de la conflictualité dans la prochaine décennie peuvent être identifiées, les prévisions précises sont impossibles. Une seule chose paraît certaine : au cours des dix prochaines années, les décideurs risquent d'être confrontés à des surprises aux conséquences importantes.

politique étrangère

Les spécialistes des questions de sécurité – responsables militaires, dirigeants politiques, diplomates, fonctionnaires, chercheurs... – fondent leurs analyses sur l'anticipation d'événements porteurs de dangers. Or la fiabilité des prévisions oscille généralement entre le décevant et le lamentable. Les décideurs sont régulièrement pris par surprise – que l'on songe par exemple à l'invasion des îles Falkland par l'Argentine en 1982, à celle du Koweït par l'Irak en 1990, à l'écroulement soudain de la Yougoslavie, aux attentats du 11 septembre 2001, ou encore à la crise financière de 2007-2008.

Les dernières années n'ont pas été chiches d'autres surprises.

- Quand les manifestations s'intensifient à Kiev en 2014, certains commentateurs envisagent le départ du président russophile Viktor Ianoukovitch, et présument que Vladimir Poutine pourrait réagir en restreignant les approvisionnements énergétiques. Mais rares sont ceux qui prédisent l'annexion de la Crimée. Or, dès que l'événement survient, et que des enclaves séparatistes soutenues par la Russie sont créées dans la partie orientale de l'Ukraine, les commentaires s'inversent : on craint désormais l'humeur agressive de Poutine, et on recommande aux pays limitrophes de prendre garde. Quoi qu'il en soit, l'agression s'est jusqu'à présent limitée à la Crimée et aux

enclaves initialement visées. Fin 2018, la Russie a essayé d'interdire la mer d'Azov à la marine marchande ukrainienne. Cette action a conduit à spéculer sur une invasion imminente de l'Ukraine par la Russie, sans qu'on semble réfléchir plus précisément aux raisons qui pourraient pousser Moscou à agir de la sorte.

- En novembre 2016, peu d'observateurs ont anticipé la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine. Sa politique étrangère – marquée par exemple par son rejet du libre-échange et des alliances, ou encore sa sympathie pour les dirigeants autoritaires – correspond aux positions adoptées pendant la campagne électorale. L'hypothèse d'une confrontation avec la Corée du Nord inquiète fortement. Le test par Pyongyang d'un missile balistique de longue portée susceptible d'atteindre le territoire américain ne fait qu'accroître la tension. Quand Donald Trump et Kim Jong-un en viennent à s'insulter publiquement en 2017, beaucoup espèrent qu'une initiative diplomatique viendra apaiser les tensions. Nul n'est alors en mesure de prédire que les deux hommes échangeront en 2018 des lettres d'admiration mutuelle... Dans ce contexte, Trump prédit la dénucléarisation de la Corée du Nord, alors que Kim Jong-un n'a rien promis et qu'aucun élément matériel ne vient justifier cet optimisme.
- L'Arabie Saoudite constitue un autre cas d'espèce. Le prince héritier Mohammed ben Salmane se comporte de façon erratique, menant une guerre meurtrière au Yémen, tentant d'isoler le Qatar, tout en s'efforçant de réformer la société saoudienne. De là à anticiper qu'il puisse avaliser l'assassinat de Jamal Khashoggi, chroniqueur du *Washington Post*, dans l'enceinte même du consulat saoudien à Istanbul... Les réactions à la disparition du journaliste ont révélé la fragilité des soutiens dont bénéficiait la famille royale, même auprès de ses alliés les plus proches.
- La décision britannique de quitter l'Union européenne (UE) suite au référendum de juin 2016 en a surpris plus d'un. L'événement constitue désormais un cas d'école, illustrant la façon dont les experts peuvent interpréter à rebours les tendances de leur propre pays, même si les enquêtes d'opinion annoncent un résultat plausible. La mise en œuvre du Brexit a ensuite été affectée par une série d'erreurs stratégiques de Theresa May, qui ont affaibli sa position au sein du Parti conservateur, et réduit la marge de manœuvre du Royaume-Uni face à l'UE. En définitive, elle a obtenu un accord de retrait que le Parlement n'a pas voulu soutenir. Le pays se retrouve ainsi confronté à deux choix extrêmes : sortir brutalement de l'UE sans accord, ou avoir recours à un second référendum.

Au fil de ces événements, l'idée n'est pas de souligner la méconnaissance des questions sous-jacentes, ou l'incapacité à diagnostiquer des problèmes, mais de montrer que les événements prennent une tournure particulière en fonction du hasard et de décisions qui auraient pu conduire à un autre résultat. Les spécialistes avaient prévenu que la Corée du Nord n'avait aucune intention de renoncer à son programme nucléaire et cela s'est confirmé. La nature autoritaire du régime saoudien était bien connue, mais minimisée du fait du poids de l'Arabie Saoudite sur le marché pétrolier et dans le commerce international des armes. Lors du débat sur le Brexit, nombreuses étaient les voix expliquant pourquoi les négociations entre le Royaume-Uni et l'UE seraient difficiles, pourquoi l'UE tiendrait bon sur les principes fondamentaux du Marché unique, et pourquoi la marge de manœuvre du Royaume-Uni serait, en conséquence, faible.

Ces exemples montrent que le problème a souvent moins à voir avec les prévisions elles-mêmes qu'avec leur utilisation. Il a moins à voir avec l'incapacité des experts à anticiper les difficultés qu'avec le fait que les décideurs ne jugent pas utile de prendre les avertissements ou les analyses au sérieux. Par exemple, en juillet 1990, des analystes ont prévenu que des forces militaires irakiennes massées à la frontière pourraient bien envahir le Koweït, et qu'il ne s'agissait pas d'un coup de bluff de Saddam Hussein. Mais le président George H. Bush a préféré croire les paroles rassurantes des autres dirigeants arabes, et n'a pas mis en garde le dictateur irakien contre les conséquences potentielles d'une occupation du Koweït. À ce moment, la décision de Saddam Hussein n'est peut-être pas arrêtée, mais une fois que les Koweïtiens ont opté pour la thèse du bluff, et demeurent intraitables face aux exigences irakiennes, Saddam Hussein décide d'agir.

Les difficiles relations entre experts et décideurs

Peu de temps après, l'administration américaine reçoit des renseignements précis sur le risque d'implosion de la Yougoslavie. Le contenu du rapport n'est pas remis en question, mais on estime que les États-Unis n'ont pas d'intérêt particulier à freiner cet éclatement. Une décennie de massacres sanglants plus tard, les responsables américains et européens adopteront une attitude différente dans le cas du Kosovo. Pourtant, leur action ne suffira pas à empêcher la violence. Le Monténégro semble alors être le prochain sur la liste : des mesures prises à temps permettront d'endiguer la crise. Il existe donc aussi des exemples où les mises en garde ont débouché sur une réaction efficace, et où des conflits ont pu être évités.

On peut faire de la prospective en extrapolant les tendances actuelles, ou en imaginant des ruptures. La principale difficulté n'est pas d'anticiper les

problèmes à venir, mais de comprendre les interactions entre les prévisions et les débats qui président aux politiques publiques. Les analyses prospectives ont souvent pour objectif d'influencer ces débats ; elles tendent à être dirigées vers certains types de problèmes, et même à assurer la promotion d'un certain type de solutions.

La prospective : incertitudes et conséquences

Les météorologues disposent de modèles informatiques puissants qui enregistrent les divers facteurs affectant l'atmosphère. Si les données entrées dans le modèle sont assez précises, elles peuvent fournir une indication fiable du temps une semaine à l'avance, et plus approximative pour les semaines suivantes. Les spécialistes sont capables d'identifier des tendances de long terme, une activité devenue à la fois cruciale et controversée en raison du changement climatique. Dans certaines régions, signaler la montée des eaux permet de prendre des mesures pour prévenir des catastrophes. Mais il se peut aussi que certaines prévisions engendrent des alertes relativement vagues sur la possibilité de phénomènes météorologiques extrêmes – comme une hausse insupportable des températures ou la multiplication des ouragans. Les alertes de ce type incitent les autorités à réviser les plans de gestion des risques, mais elles présentent un aspect frustrant tant elles manquent de précision sur le moment et le lieu précis des phénomènes à venir. Les informations sûres tendent à arriver quelques jours – et non quelques mois – avant les événements. Tout ce qu'on peut dire c'est que les gouvernements dont les pays ont déjà été touchés devraient se préparer activement à de nouvelles occurrences encore plus extrêmes.

La situation des prévisionnistes politiques n'est pas très différente. À court terme, il est possible de limiter l'analyse à quelques scénarios probables. À long terme, l'attention se porte généralement sur les phénomènes disruptifs, potentiellement dangereux. On prêterait moins attention aux pays stables qui fonctionnent normalement. Les régions ayant connu des conflits par le passé présentent de plus grandes chances d'être sujettes à de nouveaux troubles. Dans ces cas, la problématique n'est pas la détection de signaux laissant présager d'une crise, mais l'adoption de mesures permettant de prévenir une éruption de violence. En matière d'intempéries, le problème tient à la nature chaotique de l'atmosphère. En matière de relations internationales, le problème tient à l'interaction chaotique de nombreuses décisions individuelles.

On croyait autrefois influencer le temps avec des prières et des rituels. Les prévisions politiques n'ont pas pour but de se préparer à l'inévitable, mais de susciter une réaction pour éviter la catastrophe. Comme l'exercice

visé à se préparer à l'apparition de troubles, les prévisions tendent à occulter les facteurs positifs. Et pourtant, la prospective présente aussi un aspect optimiste : si les signaux sont identifiés assez tôt, des mesures préventives peuvent être adoptées. Autrement dit, toute prévision a des incidences politiques. Voilà pourquoi le processus est souvent inversé : les personnes qui promeuvent une solution donnée – par exemple un nouveau système d'armes – cherchent à identifier les menaces qui justifieront l'investissement. Un scénario aux implications onéreuses sera critiqué plus vigoureusement qu'un scénario irrémédiable, ou qui pourrait être géré aisément avec les moyens existants. Ceux qui craignent que la réticence à engager les dépenses nécessaires ne mette leur pays en danger, mettront en garde contre les menaces potentielles avec encore plus de véhémence...

Un événement ne peut représenter une menace sans l'existence préalable d'une vulnérabilité. Des faits tragiques se produisent en permanence, qui passent inaperçus parce que leurs effets sont maîtrisés. Pour pouvoir allouer au mieux les ressources et concentrer les efforts de façon optimale, les responsables des politiques de sécurité se fondent sur un inventaire de risques. Ce dernier ne doit pas seulement identifier les événements susceptibles de survenir, mais aussi évaluer leur probabilité et leurs conséquences potentielles. Des événements variés peuvent être envisagés – coups d'État, guerres civiles, catastrophes humanitaires et flux migratoires –, qui susciteront une inquiétude plus forte s'ils semblent nuire aux intérêts nationaux.

Toute prévision a des incidences politiques

En dépit de leur durée, les nombreux conflits d'Afrique subsaharienne sont souvent négligés, car ils ne sont pas vus comme essentiels pour les intérêts nationaux. Leurs effets sont très graves, mais essentiellement régionaux. Dans ces cas, la surprise ne réside pas dans l'événement en lui-même, mais dans le fait que les décideurs peuvent être amenés à gérer une crise touchant aux intérêts nationaux qui n'avait pas été anticipée. On pense par exemple à des ressortissants d'un pays occidental qui pourraient se retrouver piégés dans une zone de guerre, ou qui pourraient se faire kidnapper par des belligérants. Les soulèvements au Moyen-Orient, quant à eux, focalisent l'attention, non seulement parce que les forces occidentales y sont directement impliquées, mais aussi parce que leurs effets – comme les migrations en direction de l'Europe – ne sont pas facilement maîtrisés. À l'évidence, les faits survenus en mer de Chine méridionale sont d'une importance majeure pour les États-Unis et leurs alliés régionaux. Les États d'Europe, de leur côté, s'expriment ici avec retenue, peut-être parce qu'ils ont l'impression de ne pas pouvoir y changer grand-chose.

En matière de politique publique et de préparation aux crises, plus les scénarios imaginés seront détaillés, plus la planification sera facilitée. Un bon scénario décrit un ensemble d'événements plausibles de manière à tester l'état de préparation des forces militaires, ou à améliorer la capacité de gestion des crises. Il doit être ancré dans la réalité. Les conflits hautement improbables – comme une guerre entre deux alliés – seront écartés. Les scénarios tendent à reproduire des cadres habituels : c'est inévitable, mais il faut autant que possible introduire des éléments nouveaux pour sonder l'état de préparation des forces. Il se peut que la prospective pousse à l'extrême des tensions existantes, ou ajoute des éléments compliquant la réponse – comme le déroulement simultané de deux grandes crises dans différentes parties du monde.

Si la probabilité d'occurrence d'un événement est assez élevée, et ses conséquences potentielles suffisamment graves, la question qui se pose est de savoir comment empêcher la crise, ou limiter ses effets. Si l'événement finit par ne pas se produire, on peut alors tirer satisfaction du fait que certaines mesures ont été prises à temps. Ce qui entraîne un paradoxe familier. Il se peut que des dangers bien identifiés ne se concrétisent pas, précisément parce qu'ils ont été identifiés et que des mesures ont été prises en conséquence. C'est, après tout, la base de toute stratégie de dissuasion. Certes, il est extrêmement difficile de prouver que la dissuasion a fonctionné, à moins qu'une des parties ne change manifestement sa manière de procéder suite aux avertissements d'une autre partie. Sinon, il se peut qu'une action ne soit pas engagée, parce qu'elle n'a jamais été envisagée ou, si c'était le cas, a été annulée pour des raisons indépendantes des menaces dissuasives.

Ainsi les vrais problèmes peuvent-ils résulter de dangers non identifiés au préalable. Par exemple, les prévisions de conflits futurs avant 2011 n'incluaient ni la Libye ni la Syrie. D'autres dangers peuvent être anticipés mais considérés comme improbables. Il se peut aussi que des mesures inappropriées ou inefficaces soient prises pour empêcher l'occurrence d'une crise. Certains problèmes dûment identifiés sont équivalents à des phénomènes météorologiques extrêmes : on ne peut pas faire grand-chose à l'avance, car leurs origines sont complexes, et les acteurs externes n'ont que peu ou pas d'influence sur le cours des choses.

La tournure des événements dépend non seulement des choix opérés par les dirigeants d'un pays, mais aussi par leurs alliés et adversaires. Des chercheurs en science politique ont élaboré des méthodologies pour tenter de prévoir ces choix. Ils aboutissent à des résultats plausibles mais pas certains : il y aura toujours des facteurs exceptionnels pour influencer une prise de décision. Même si la décision à venir d'un acteur rationnel

peut sembler évidente, les circonstances ne conduisent pas toujours à la rationalité. Des décideurs chevronnés pourront être confrontés à un grand stress, et à une grande incertitude, en essayant de traiter en même temps une panoplie de problèmes différents, et en essayant de concilier une série de pressions souvent contradictoires. Dans certains cas, ils pourront donc se retrouver paralysés, incapables de prendre une décision. Dans d'autres cas, ils pourront agir avec témérité pour anticiper un grave danger, ou saisir audacieusement une opportunité.

Mais si une décision raisonnée est prise, elle peut encore être sapée par une mise en œuvre inadaptée. Et il peut arriver que les responsables d'échelons hiérarchiques intermédiaires agissent dans l'urgence, avant qu'une vraie consultation avec leurs supérieurs n'ait eu lieu. Il se peut aussi que ces personnes ne mesurent pas les implications de ce qu'elles considèrent comme une décision mineure. Enfin, certains individus ou groupes peuvent décider de passer à l'action subitement – que l'on songe par exemple au terrorisme, ou même à des mouvements sociaux comme celui des Gilets jaunes – ce qui affectera nécessairement le processus de prise de décision.

L'avenir de la conflictualité

Même si la tendance est à imaginer les événements les plus extrêmes – ce sont ceux qui permettent de tester les limites de la préparation des forces, et induisent les plus grands risques et coûts –, les événements les plus perturbateurs ne seront sans doute pas des grandes guerres. Les guerres n'arrivent pas souvent, surtout entre grandes puissances. Le phénomène de la « longue paix » a attiré l'attention des spécialistes depuis que John Gaddis a forgé l'expression en 1985. Celui-ci estimait que la Troisième Guerre mondiale tant redoutée avait été évitée. Trente ans se sont écoulés depuis et nous avons, fort heureusement, évité toute grande guerre entre grandes puissances. Mais dire que cette période était paisible est manifestement faux. Des millions de personnes ont péri dans d'atroces conflits. Force est de constater également que les grandes puissances n'ont pas évité la guerre en général : elles ont juste évité de se faire la guerre entre elles, et se sont efforcées de maîtriser les effets des guerres qu'elles ont menées.

Les guerres ne sont plus rentables pour les grandes puissances. Les pertes redoutées en cas de conflit majeur excèdent les bénéfices escomptés. On arguera qu'il en est ainsi depuis longtemps – sauf que cette assertion est aujourd'hui acceptée par la plupart des dirigeants, à l'exception de ceux qui n'ont rien à perdre. Ce qui explique pourquoi la plupart des guerres ont lieu dans les parties les plus pauvres de la planète. Pour les

États qui ont beaucoup à perdre, la guerre semble être une option coûteuse, pour des bénéfices incertains. S'ils se sentent obligés de recourir à la force armée, ils chercheront à limiter leur engagement.

Il y a désormais peu de place pour les guerres de conquête. En particulier pour trois raisons. Premièrement, le droit international les proscriit clairement. La Charte des Nations unies présente l'agression comme l'infraction la plus grave : « Les membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État. » La souveraineté peut être encore disputée dans certaines régions du monde – au Cachemire par exemple –, et dans d'autres zones où d'anciennes revendications pourraient se raviver d'un moment à l'autre. Mais il s'agit là souvent de petits territoires frontaliers. Tous les territoires ou presque sont désormais occupés. Deuxièmement, le colonialisme est bel et bien révolu. Jusqu'au siècle dernier, les pays d'Europe présumaient qu'ils avaient le droit de coloniser des territoires lointains sur la base d'un degré de civilisation plus avancé et d'une puissance supérieure. La conquête de nouveaux territoires engendrant d'ailleurs un risque de conflit entre empires coloniaux rivaux. La fin de la Seconde Guerre mondiale a sonné le glas de l'ère coloniale, la question étant dès lors de savoir comment ces territoires allaient se gouverner. Le processus de décolonisation est à présent entièrement achevé.

Troisièmement : une des leçons tirées de l'ère coloniale est que l'occupation de territoires contre la volonté des populations locales requiert des moyens importants et risque d'échouer. Les conflits récents en Afghanistan et en Irak montrent la difficulté de la tâche pour des forces étrangères soutenant un gouvernement local faible. Le cas des actions russes en Ukraine prouve qu'il est possible de s'arroger le contrôle d'un

Même les guerres limitées s'avèrent extrêmement onéreuses

territoire si la population témoigne sa sympathie comme en Crimée, mais que c'est plus difficile dans le cas contraire, comme en Ukraine orientale. Il existe bien sûr des options brutales pour gérer

les populations récalcitrantes, comme dans les cas où un gouvernement contesté récupère un territoire assiégé par des rebelles en forçant les civils à s'enfuir. Comme ces situations génèrent des flux migratoires importants, elles peuvent causer des interventions extérieures. Pourtant, on recense des cas récents – comme la Syrie – où le gouvernement a adopté ces méthodes avec succès, nonobstant l'amertume et la résistance garanties en retour. Des conflits du début du xxi^e siècle, les pays occidentaux semblent avoir tiré la leçon que même les guerres limitées s'avèrent

extrêmement onéreuses. En conséquence, les dirigeants de ces pays ne semblent plus guère enclins à engager leurs troupes terrestres dans des opérations de contre-insurrection.

Les deux conflits mondiaux ont montré qu'une guerre majeure était toujours ruineuse. À présent, il se pourrait, en plus, que des armes nucléaires soient utilisées dans une guerre entre grandes puissances. Le risque de guerre nucléaire a donc encouragé à une prudence extrême, et abouti à une certaine stabilité. Si cette stabilité venait à être remise en cause, les conséquences seraient catastrophiques. La guerre a toujours entraîné un coût énorme pour mobiliser et maintenir les forces sur le champ de bataille, mais ces coûts ne font qu'empirer avec le temps. Dans l'éventualité d'une guerre nucléaire, ils seraient colossaux et immédiats. Voilà pourquoi dans l'échelle des risques, on trouve au sommet les conflits qui pourraient impliquer des puissances nucléaires (les États-Unis et leurs alliés contre la Russie ou la Chine ; ou l'Inde contre le Pakistan). En outre, certaines actions militaires pourraient être justifiées par la volonté d'empêcher toute prolifération nucléaire (Irak, Syrie, Iran, Corée du Nord).

Durant la guerre froide, la dissuasion reposait en premier lieu sur un système d'alliances : un agresseur savait qu'en attaquant un allié des États-Unis, il aurait affaire directement à Washington. Dans la période qui suivit la fin de la guerre froide, la supériorité militaire des États-Unis et de leurs alliés était incontestable. Une des interrogations majeures, pour les années à venir, consiste à savoir si les États-Unis vont continuer à jouir d'une telle prédominance. Dans une certaine mesure, la Russie la met déjà à l'épreuve en Europe. La Chine représente, elle, un défi bien plus important dans la zone Asie-Pacifique. Toutefois, même si les États-Unis maintenaient leur supériorité militaire, la question demeurerait de la continuité des garanties données par Washington aux membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), au Japon, à la Corée du Sud, à l'Australie, et à Taïwan.

Le président Trump a clairement exprimé son aversion pour ces engagements. Il se dit convaincu que les alliés de Washington ne contribuent pas assez à leur propre défense, tout en profitant des États-Unis sur le plan commercial. Les décisions prises par Obama et Trump ont déjà assigné aux États-Unis un rôle nettement moins important au Moyen-Orient. Plusieurs administrations américaines successives ont estimé y avoir une responsabilité mondiale. Cette responsabilité étant de moins en moins assumée, les alliés de Washington vont devoir réévaluer leurs dispositifs sécuritaires. Cela pourrait être une source majeure d'instabilité pour la prochaine décennie.

L'Europe débat déjà du besoin de renforcer ses capacités de défense afin d'être moins dépendante des États-Unis. Mais cela ne se fera que lentement. Le produit intérieur brut (PIB) de la Russie étant inférieur à celui de tous les grands pays européens, il n'y a, en principe, aucune raison à ce que les pays européens ne puissent renforcer leurs capacités communes face à Moscou. Savoir si le Royaume-Uni et la France pourraient compenser la sortie du parapluie nucléaire américain est une autre question.

Dans la zone Asie-Pacifique, la situation est plus complexe. Si les États-Unis forment une alliance avec l'Europe, ils ne disposent en Asie que de partenaires indépendants – qui n'entretiennent pas forcément de liens amicaux entre eux. La Chine est vaste, riche et renforce ses capacités militaires. Elle a clairement exprimé sa volonté d'être traitée comme la puissance régionale dominante – ses intérêts devant par conséquent être respectés –, ce qui ne peut qu'inquiéter les pays de la région. Jusqu'à maintenant, la présence militaire des États-Unis a suffi à calmer les ardeurs de Pékin. Par ailleurs, l'immense étendue d'eau séparant ces puissances constitue un facteur qui atténue le risque de guerre, et la Chine pourrait conclure qu'il n'est pas nécessaire de mettre une pression trop forte sur les pouvoirs locaux, le temps jouant en sa faveur. Toutefois, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, elle se montre beaucoup plus sensible à tout ce qui est perçu comme un affront, et une crise aiguë ne saurait être exclue.

Plusieurs tendances internationales peuvent être identifiées. À court terme, une liste de problèmes revient dans tout exercice de prospective : le rôle de la Russie en Europe et de la Chine en Asie ; l'instabilité continue au Moyen-Orient ; la persistance des guerres civiles en Afrique ; le retour des pressions protectionnistes et l'hypothèse d'une nouvelle récession économique majeure ; l'impact du changement climatique... De nouvelles technologies émergent – des missiles hypersoniques à l'Intelligence

Il est impossible de connaître avec certitude la nature des crises à venir

artificielle – sans qu'on en connaisse pour l'heure les répercussions opérationnelles, ni même si elles seront utiles aux types de guerres qui s'annoncent. Nous savons que le mandat du président Trump s'achèvera un jour, mais la différence risque d'être grande entre 2022 et 2026, en termes d'héritage poli-

tique. Peut-on présumer que l'augmentation de la dette des États-Unis va conduire à une récession ? Si c'était le cas, cela pourrait avoir des effets dévastateurs en Europe. Vladimir Poutine va-t-il se tirer d'affaire en Ukraine ou chercher de nouveaux moyens de pression ? La Syrie pourra-t-elle entamer sa reconstruction ? Le régime de Mohammed ben Salmane en Arabie Saoudite s'avèrera-t-il aussi fragile que certains l'affirment ? Quel est le degré de gravité de l'instabilité de l'Afrique du Nord ? La guerre

tarifaire que Trump a déclarée à la Chine va-t-elle s'essouffler, et si non le commerce international en pâtira-t-il, la moindre récession pouvant s'en trouver aggravée ? Un flou important subsiste quant à la Chine sur les plans politique et économique. Va-t-elle, par exemple, poursuivre ses actions en mer de Chine méridionale ? S'il est aisé de dresser la liste des problèmes susceptibles de s'amplifier dans la prochaine décennie, il est impossible de connaître avec certitude la nature des crises à venir.

Tout ou presque dépend de la façon dont les gouvernements réagiront face aux crises qui naîtront. La prospective n'implique pas seulement d'étudier ce qui se passe chez nos voisins, mais aussi chez nous. Ces dernières décennies, les opérations militaires occidentales n'étaient pas tant des réactions à des attaques sur un territoire national (sauf après les attentats du 11 septembre 2001), que des tentatives de mettre fin à des situations instables et d'éviter de nouveaux et dramatiques développements. On pense par exemple aux menaces proférées par Kadhafi en 2011 de massacrer les rebelles à Benghazi. En 2014, la Russie a justifié son annexion de la Crimée par des craintes pour l'intégrité des russophones dans l'Ukraine post-révolution.

Ces exemples éclairent une autre caractéristique de la guerre contemporaine. Elle est souvent menée au nom de quelqu'un d'autre – ou inversement, un autre acteur la mène pour vous. Cela s'appelle la « guerre par procuration », même si le terme a de quoi abuser, car les « mandataires » peuvent avoir bien plus d'intérêts dans le conflit que leurs commanditaires externes – qu'il serait plus juste de considérer comme des clients avec leurs besoins et programmes propres. Nombreux sont les exemples où les mandataires créent un dilemme pour leurs commanditaires, notamment en utilisant des méthodes brutales, ou en exigeant un soutien plus affirmé sous prétexte d'éviter une défaite. L'Arabie Saoudite en est un bon exemple : il s'agit d'un allié traditionnel des pays occidentaux, mais la manière dont elle conduit la guerre au Yémen dérange. Par ailleurs, soutenir une faction dans une guerre civile comporte non seulement le risque d'être entraîné dans un combat contre une faction opposée, mais aussi contre ses soutiens externes. Les campagnes récentes de contre-insurrection ont montré qu'il est difficile de trouver des mandataires compétents, et à quel point les soutiens externes risquent de se retrouver liés à des intérêts locaux.

Pour toutes ces raisons, les États préfèrent généralement régler leurs différends par des moyens non violents qui peuvent néanmoins être coercitifs : résolutions hostiles du Conseil de sécurité, restrictions de transit imposées aux voyageurs, boycott d'événements sportifs, sanctions économiques, coupes énergétiques et retrait d'aide humanitaire. Les opérations

cyber – notamment les opérations portant sur l’information – sont normalement incluses dans cette catégorie, même si elles sont souvent secrètes et, bien sûr, démenties. Elles peuvent donc se révéler moins utiles que les signaux coercitifs bien identifiés.

La Chine fait de plus en plus étalage de sa force, en menaçant de couper l’accès à ses marchés afin de faire taire les critiques à l’étranger. Les États-Unis ont souvent expliqué que leur aide humanitaire était conditionnée à la capacité des bénéficiaires à se retenir de critiquer ouvertement leurs politiques. La Russie s’appuie également sur de telles méthodes, impliquant souvent une hausse du prix du gaz ou le blocage des importations, afin d’asseoir ses intérêts dans son voisinage. Ces dernières années, les expériences de conflits dans cette « zone grise » ont été plus nombreuses que les guerres ouvertes. Il est difficile de savoir ce qui pourrait se passer si les forces armées des grandes puissances venaient à s’affronter. Mais cette incertitude constitue sans doute un élément supplémentaire de dissuasion.

La prédiction la plus sûre pour la prochaine décennie est qu’il se passera quelque chose d’imprévu, aux répercussions majeures. Pour l’heure, on ne peut que se concentrer sur l’ensemble des points cités. La montée en puissance de la Chine doit être suivie avec attention, et les moyens d’endiguer la politique étrangère musclée de Xi Jinping être tous imaginés.

La capacité de l’Occident à tenir le coup face aux crises des années 2020 dépendra d’abord de son aptitude à gérer les défis posés par l’administration Trump à ses alliés de par le monde. Si l’UE entend demeurer un acteur indépendant, elle devra combler les failles manifestes qui existent entre ses membres, en particulier si un nouveau choc financier venait à ébranler la zone euro. Les conflits futurs puisent leur source dans le présent. Mais nul ne sait à quoi ils ressembleront.



Mots clés

Guerre
Stratégie
Prospective
Anticipation